



**CLIMATE
CHANGE**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

ASSOCIATION CLIMATE CHANGE



Sommaire

Sommaire.....	2
EDITO	3
PARTIE I - ACTIVITES EVENEMENTIELLES ET PLAIDOYER	5
SOMMET MONDIAL CLIMAT CHANCE, AGADIR.....	5
SOMMET DESERTIF' ACTIONS 2017, STRASBOURG	13
SOMMET ECOCITY, MELBOURNE.....	17
ONE PLANET SUMMIT, PARIS	19
PARTIE II - DYNAMISER LE DIALOGUE MULTI-ACTEURS À TRAVERS LE SOUTIEN AUX COALITIONS THÉMATIQUES.	21
UNE MOBILISATION DYNAMISEE PAR UNE OFFRE EVENEMENTIELLE VARIEE	21
LES COALITIONS CLIMATE CHANCE, ACTRICES DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS ET DU MP-GCA	22
PARTIE III - L'OBSERVATOIRE DE L'ACTION CLIMATIQUE NON-ÉTATIQUE ET PORTAIL DE L'ACTION	24
L'OBSERVATOIRE DE L'ACTION NON-ETATIQUE SUR LE CLIMAT	24
LE PORTAIL DE L'ACTION CLIMAT NON-ETATIQUE	25
PARTIE IV – RAPPORT FINANCIER	27
ANNEXE.....	28
LISTE DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION	28

EDITO

Partant du constat de la nécessité de renforcer l'action commune des acteurs non étatiques, de l'échange sur les pratiques aux plaidoyers communs, l'Association Climate Chance s'est imposée en 2016 dans le paysage mondial des mobilisations climatiques, à travers la réussite du sommet de Nantes, lui-même héritier du Sommet Climat et territoires organisé à Lyon en juillet 2015.

L'année 2017 était une année importante pour inscrire notre action dans la durée, et ce rapport d'activité dresse un panorama assez exhaustif des actions engagées. 2017 s'incarne tout d'abord dans la réussite incontestable de notre deuxième **Sommet mondial à Agadir** au Maroc, où nous avons rassemblé 5 000 participants et adopté la **déclaration sur la lutte contre les changements climatiques à ce jour la plus largement signée à l'échelle mondiale**, soutenue par nombre des principaux réseaux d'acteurs non étatiques (collectivités, ONG, entreprises, syndicats, peuples autochtones, réseaux de femmes et de jeunes...).

Notre volonté initiale de fournir un cadre de dialogue et d'échanges entre les différents acteurs non-étatiques s'est transformée en un savoir-faire. Nous l'avons décliné en rassemblant 200 acteurs non-étatiques lors du **sommet Désertif'actions à Strasbourg** en juin, dont la déclaration finale, la première du genre, a été présentée par le Maire de Strasbourg, Roland Ries, lors de la Convention désertification (COP13) en Chine (Ordos, Mongolie intérieure, Septembre 2017). Nous nous sommes investis dans l'organisation d'ateliers et de la plénière climat du sommet de la ville durable **Ecocity à Melbourne**, où nous avons été marqués par les échanges, qui de toute évidence n'étaient guère habituels, entre élus régionaux et ONG australiennes, que nous avons installés ensemble sur scène. À la fin de l'année, le **One Planet Summit organisé à l'initiative** du Président Macron aura aussi été l'occasion de construire collectivement une feuille de route pour l'accès au financement des acteurs non-étatiques, sur la base de **13 propositions précises**, préparées avec la Coalition Financements mise en place lors du sommet de Lyon, propositions qu'il s'agira maintenant de porter et de défendre lors des principaux événements de 2018.

Cette année écoulée aura aussi été l'occasion de jeter les bases du futur **Observatoire de l'action non-étatiques sur le climat**, projet ambitieux dont l'utilité nous paraît chaque jour plus évidente, pour montrer les réussites, analyser les difficultés et plus globalement participer ainsi à rendre crédibles les scénarios de stabilisation du climat, nécessaires à la mobilisation collective et à la lutte contre le « climato-fatalisme ».

Le **portail de l'action climatique** verra lui aussi le jour en 2018, déjà alimenté par les centaines de « fiches-action » collectées dans le cadre des appels à projets des sommets de Nantes et d'Agadir. En outre, le succès de ce deuxième appel à contributions pour Agadir nous ayant conforté dans notre volonté d'un investissement prioritaire sur le continent africain, un premier sommet régional Climate Chance Afrique sera organisé en 2018 et participera au renforcement et à la diffusion de l'action sur tout le continent.

C'est donc un travail considérable qui a été accompli, à partir de moyens humains limités mais en renforcement régulier. En toute fin d'année 2017, l'équipe salariée est passée de 2 à 5 personnes permanentes en se structurant autour de 3 pôles d'activités : « Programmes et Coalitions », « Observatoire », « Portail de l'Action & Communication » et d'un pôle support « Administration-Finances ».

Si nous n'avons pas la prétention d'avoir été parfaits en tout et sommes bien conscients que de grandes marges de progression existent, que des difficultés subsistent notamment dans l'animation des coalitions, nous voulons néanmoins vous faire partager, à travers ce bilan d'activités, notre conviction profonde de l'importance, à côté des grands réseaux par types d'acteurs ou de thématique, d'un réseau « assembleur », au service des dynamiques d'action, attentif et ouvert à tous les acteurs, soucieux de leur diversité et faisant constamment le lien avec les enjeux de développement.

Seule cette dynamique d'ensemble nous permettra de gagner la course contre la montre engagée contre le dérèglement climatique.

Le Bureau

Ronan Dantec/Bernard Soulage/Vanessa Laubin



PARTIE I - ACTIVITES EVENEMENTIELLES ET PLAIDOYER

*Une légitimité accrue grâce à la consolidation
d'une démarche internationalisée*

SOMMET MONDIAL CLIMAT CHANCE, AGADIR



Le rendez-vous incontournable de l'année pour une action climat collective consolidée par la diffusion des bonnes pratiques

Dans la lignée du Sommet Climat et Territoires organisé à Lyon en juillet 2015 qui avait souligné la détermination des acteurs non-étatiques à contribuer à l'Agenda de l'Action au travers d'une approche territoriale et de la mise en mouvement de la société civile, et du Sommet Climate Chance de Nantes en septembre 2016 qui a permis aux A.N.E. quelques mois après la signature historique de l'Accord de Paris, d'en tirer les premiers enseignements concrets et de proposer des mesures pour renforcer l'action, l'édition 2017 du Sommet Climate Chance a été accueillie par la **Région Souss-Massa à Agadir du 11 au 13 septembre**. Ce sommet a rassemblé **5 000 acteurs** dont plus **1 000 participants internationaux issus de 80 pays**.

Première réunion de grande ampleur post-COP22 en Afrique, « **les progrès de l'action** » étaient le fil rouge de ce moment clé de mobilisation, de valorisation des actions de terrain et de témoignage de l'engagement collectif des acteurs non-étatiques dans la lutte contre le réchauffement climatique. Placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi du Maroc, le sommet a été labellisé COP23 et soutenu par les présidences des COP22 et COP23, ce qui a permis de l'inscrire officiellement dans le calendrier des négociations internationales.

Aux côtés d'un panel représentatif d'acteurs de haut-niveau, plusieurs personnalités ont activement participé à la réussite de l'évènement : la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, **Patricia Espinosa**, le Président de la COP22, **Salaheddine Mezouar**, la Championne de haut niveau pour le climat, **Hakima El Haité**, l'Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique pour la France, **Brigitte Collet**, la Présidente du R20, **Michèle Sabban**, le Président de CGLU, **Parks Tau**, ainsi qu'une solide délégation américaine : **Matthew Rodriguez** - Secrétaire pour la protection environnementale de l'Etat de Californie, **Mike Barrett**, Sénateur du Massachusetts et **Chris Davis**, Conseiller des marchés de l'énergie et du carbone, Bureau du Gouverneur de Washington. La présence de ces personnalités a en effet été un marqueur fort de la **reconnaissance accrue de la place de Climate Chance dans le paysage climat international et de son articulation avec l'ensemble des initiatives et réseaux majeur**. Notons en particulier :

- La présence de P. Espinosa a témoigné de la volonté affirmée de la CCNUCC de travailler davantage avec la communauté des acteurs non-étatiques dans la mise en œuvre de l'accord de Paris et dans l'atteinte des objectifs réaffirmés en 2015 lors de la COP21.
- La création de synergies avec la Californie, qui s'étaient d'ailleurs en septembre 2018 par l'organisation d'au moins un side-event dans le programme du *Global Climate Action Summit*.
- La présence de nombreux élu-e-s africains, grâce au soutien de la championne du climat, Hakima El Haité, et la mobilisation de nos réseaux de collectivités partenaires, en particulier CGLU-A et FMDV.

Un programme riche et dense

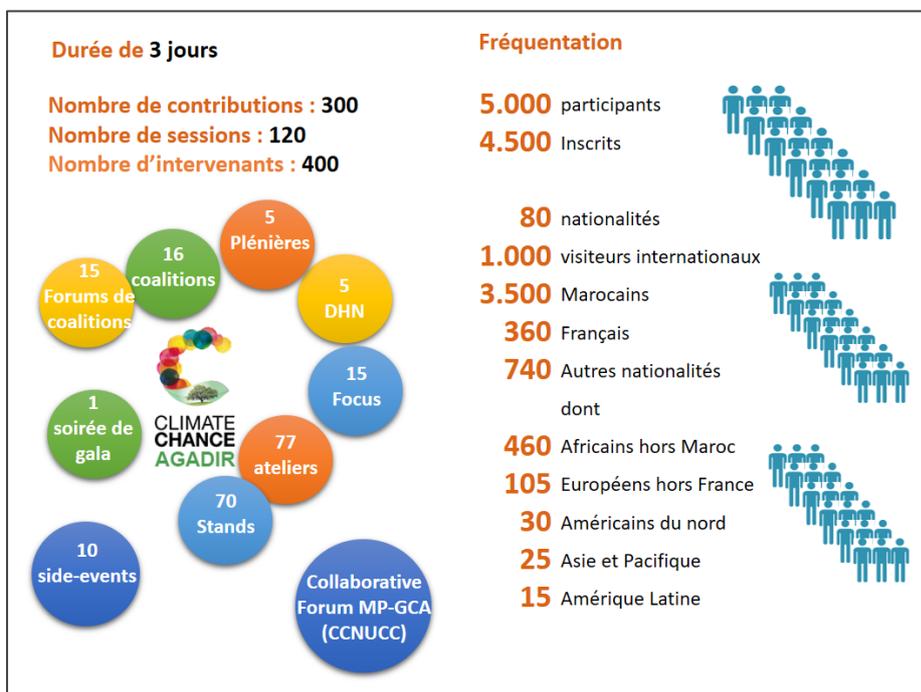


Figure 1: chiffres-clés de l'édition 2017 du Sommet Climate Chance

La plénière d'ouverture « L'Accord de Paris : 2 ans après » a permis de poser le cadre de l'évènement, de faire état de l'avancement des négociations climatiques avec les grands acteurs de l'Accord de Paris et de la COP22. Le panel de haut niveau constitué **de personnalités clés issues des différents Groupes Majeurs reconnus par la CCNUCC et représentatifs des acteurs non-étatiques** a débattu aux côtés de représentants des Parties.

Le retour sur les **3 plénières thématiques** a été très positif ; la présence de panels multi-acteurs de qualité et la conduite de débats, rythmés par des réponses courtes, plutôt que de discours ont été salués.

Les 5 Dialogues de Haut-Niveau - réunions participatives associant débat et tables-rondes permettant d'identifier des solutions concrètes - constituent



un format interactif qui continue d'être apprécié même si l'animation demeure un point de vigilance pour garantir une vraie dynamique. Ces DHN ont permis de traiter par deux points d'entrées le Partenariat de Marrakech pour l'Action Climat Mondiale (MP-GCA) : l'un sur ses avancées et introduisant la question des coalitions hors et dans le cadre du GCA, et l'autre sur ses interconnexions possibles avec l'Agenda 2030 pour le Développement (ODD). A l'occasion du DHN sur le plan d'action genre -dont le vote était programmé pour la COP23 -, celui-ci a été présenté comme un véritable outil de renforcement de l'ambition climat. Enfin, l'Observatoire Mondial de l'Action non-étatique Climate Chance a fait l'objet d'une session de co-construction.



Pour constituer le programme des **75 ateliers** de diffusion de bonnes pratiques autour de **15 thématiques** dessinant l'état de l'action à travers le monde, un **appel à contributions** a été lancé en début d'année 2017 et a permis de recevoir près de **300 propositions** de formes variées - communication de type scientifique, retours d'expériences, ateliers de controverse, brainstorming, etc. certaines "clés en main", d'autres ayant

nécessité une fusion. De manière générale et malgré le foisonnement intense d'ateliers qui a pu dérouter certains participants, ces ateliers ont offert un espace de confrontation constructif des pratiques de terrain de différentes régions et donné la parole à de multiples acteurs, et ont souvent été plus suivis par les acteurs locaux que les « focus » qui nous semblaient pourtant au cœur de l'agenda international.

15 Focus ont permis de faire un point d'étape sur des initiatives majeures de lutte contre les changements climatiques. La variété des thématiques a reflété le foisonnement des initiatives déjà existantes, certaines directement liées aux enjeux du territoire de la Région Sous Massa (l'agriculture, les océans, l'eau, les espaces oasiens ou encore l'énergie), d'autres portant sur des alliances d'acteurs, ou sur des thématiques ou territoires spécifiques. La qualité de ces Focus a

toutefois été assez hétérogène et un point de vigilance a été noté pour les prochaines éditions de façon à mieux les sélectionner et à encadrer davantage leur organisation.

15 forums des coalitions thématiques ont eu lieu pour dresser le bilan annuel de leurs activités, notamment par un point d'étape sur la mise en œuvre, le suivi et les axes d'amélioration de leurs **feuilles de route** établies en 2016 à Nantes.

Parfois seule occasion de réunion en présentiel des coalitions, l'interactivité entre les membres et la



rencontre avec les acteurs locaux ont été positivement soulignées. Néanmoins, malgré la possibilité offerte aux coalitions de s'inscrire dans une dynamique durable et cohérente à travers ces forums annuels, force est de constater que la participation y a été limitée, et plus encore, que les résultats issus de ces discussions sont très hétérogènes d'une coalition à l'autre compte tenu de niveaux de maturité eux-aussi très hétérogènes. Ce constat qui n'est pas propre aux coalitions « Climate Chance » doit constituer une interrogation pour toutes les personnes en charge de ces questions tant parmi les acteurs non-étatiques que pour les institutions internationales concernées.

4 Side-events, événements qui mettent en avant des pratiques de premier plan ont été organisés, dont 3 par des organisations marocaines - l'Assemblée des Régions du Maroc, la CGEM et le Conseil ESE du Maroc. Il faut en particulier noter la tenue d'une cérémonie de **signatures d'intention de souscrire à la coalition mondiale UNDER2MoU**, sous l'égide de de Matthew Rodriguez. De nouvelles régions - San Pedro en Côte d'Ivoire, Souss-Massa et Tanger-Tétouan au Maroc ont élargi la liste des signataires africains francophones s'inscrivant dans cette démarche et ouvrant par là-même des perspectives encourageantes sur cette zone.

Agora - 64 stands des partenaires du sommet comme de la société civile étaient disséminés sur 3 lieux de l'évènement permettant à chacun de présenter ses activités, d'organiser des *side-events*, de nouer de nouveaux contacts, etc. Nous soulignons en **particulier l'engagement du club France et du Comité 21 (avec le soutien de Schneider Electric)**, avec un espace qui a constitué un lieu de débats et d'expositions important.

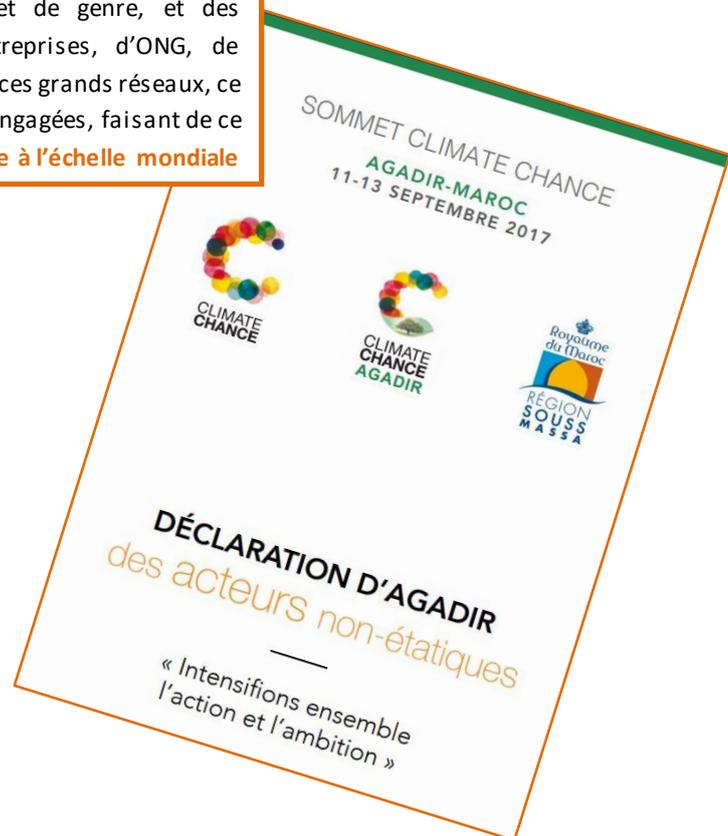
Enfin, la **plénière de clôture**, présidée par **Ronan Dantec, Bernard Soulage** et le représentant de la Présidence de la COP23, **Deo Saran** – Ambassadeur Climat des Iles Fidji a, quant à elle, rassemblé des panélistes de haut niveau présentant les prochains rendez-vous de l'agenda non-étatique : le Sommet Mondial de l'Action Climatique en septembre 2018 en Californie par **Matthew Rodriguez**, l'agenda climat de la FAO par **Martin Frick** - Directeur de la Division Climat et Environnement, "The R20 Austrian World Summit" en mai 2018 par **Michèle Sabban**. Avant la clôture officielle par Hakima

El Haité et Salaheddine Mezouar, cette plénière a surtout permis **l'adoption à l'unanimité de la Déclaration d'Agadir** [*«Intensifions ensemble l'action et l'ambition»*](#) des acteurs non-étatiques.

Déclaration d'Agadir «Intensifions ensemble l'action et l'ambition»

Préparée avec les représentants officiels des groupes majeurs reconnus par l'ONU en amont et lors d'une réunion spécifique la veille de la clôture, la Déclaration du Sommet d'Agadir se veut une feuille de route précise et opérationnelle, notamment dans la perspective du dialogue de facilitation de 2018 - rebaptisé depuis « Dialogue de Talanoa » - dont l'attente est un renforcement de l'ambition collective des Etats, pour permettre l'atteinte des objectifs ambitieux de l'Accord de Paris restent atteignables. Les priorités déclinées par la Déclaration rappellent que c'est en soutenant l'action quotidienne des milliers d'élus, chefs d'entreprise, militants associatif, syndicalistes... prêts à relever le défi du dérèglement climatique, que la communauté internationale réussira à éviter le scénario catastrophe.

La Déclaration a été signée par tous les grands réseaux mondiaux de collectivités, la totalité du groupe majeur Jeune (YOUNGO), le principal réseau mondial d'ONG environnementales (CAN international), l'organisation mondiale des syndicats (CSI/ITUC), l'organisation africaine des peuples autochtones, le réseau européen des associations de femmes et de genre, et des centaines d'associations nationales d'entreprises, d'ONG, de collectivités, de chercheurs... Ainsi derrière ces grands réseaux, ce sont des milliers de structures qui se sont engagées, faisant de ce texte la déclaration **la plus largement signée à l'échelle mondiale**



Des retombées médiatiques convaincantes

Communication Digitale

Emailing : 22 Mails informatifs, Invitations et Newsletters (hors presse) envoyés à 5000 contacts.

Réseaux Sociaux
Twitter (compte ACC)
 Statistiques :

RÉSUMÉ POUR SEP 2017

Tweets	Impressions du Tweet
99	145 k
Visites du profil	Mentions
2 719	624
Nouveaux abonnés	
245	

Meilleur tweet du sommet
(sans media - 7469 vues)
 « Breaking News at #ccagadir2017: Lancement de l'initiative élus locaux et régionaux d'Afrique pour mobiliser la société civile africaine pic.twitter.com/WF8CodrrEg »

Meilleur Tweet avec média a obtenu
 5 710 impressions
 "We have 3 days to strengthen collective #ClimateAction" @RonanDantec at #ccagadir2017 #COP22 #COP23 pic.twitter.com/SgYtOPodQK

Facebook (page ACC)
 Objectif 1.000 fans sur Facebook quasi-atteint +10% entre août et septembre. Relais des post de la page officielle du sommet.

Presse

Activités

- 6 conférences de presse : fév. Agadir, mai Bonn, juil. Agadir/Rabat, printemps/sept. Paris.
- 1 dossier de presse en 3 langues : français, anglais, arabe.
- 7 communiqués de presse
- 2 partenariats médias ACC : RFI avec un plateau media pendant les 3 jours et 6 émissions enregistrées ; et Place to B
- Prise en charge de 40 journalistes dont 10 internationaux (Région Souss-Massa)

Résultats

- TV : 9 mentions sur chaînes TV, dont 2M Maroc (2^e chaîne TV publique)
- Radio : 6 mentions dont plus de la moitié via RFI
- Une dépêche AFP
- Print : 30+ mentions dans les journaux nationaux dont Le Figaro pour la France.
- Sites d'information : media privilégié avec +55% du total des mentions. Ex : Actu-Environnement, le Journal de l'Environnement, Mediaterra, Euractiv, IISD, Climate Change Centre Reading, Oxford Climate Policy, Capacity4dev.eu, etc.
- Blog : 10% du total des mentions. Ex : Place to B, Huffpost Maghreb.

Une tribune pour le continent africain et ses élus

Le sommet a aussi été l'occasion du lancement d'un appel spécifique des élus africains, s'engageant sur la réalisation de leurs plans climats et la mobilisation de leur société civile. Grâce au soutien très actif de la Championne du climat, Hakima el Haité, le Maroc prenant en charge les déplacements, une cinquantaine d'élus locaux et régionaux africains ont fait entendre leur voix et mis en évidence leurs priorités et engagements. Leur appel a été soutenu par les grands réseaux de collectivités : CGLU, ICLEI...

Cette prise de parole africaine, dont la préparation a été en grande partie assumée par Climate Chance, représente une continuité dans la promotion de l'approche territoriale que privilégie l'association depuis ses débuts et le sommet de Lyon. Cette initiative fait aussi écho à l'appel américain « *We are still in* » et la présence d'une délégation américaine à leurs côtés a d'autant plus conforté ce lien.

Cette déclaration, qui sera portée jusqu'à Africités en novembre 2018 à Marrakech, a été relayée notamment à l'occasion de la COP23 au cours d'un *side-event* sur cette initiative « Ensemble contre les changements climatiques en Afrique » (salle comble sur le pavillon de l'IFDD). L'initiative sur la mobilisation de la société civile africaine est d'ailleurs **listée parmi les initiatives concrètes des gouvernements locaux et régionaux** pour renforcer les initiatives et leurs contributions à la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans le cadre de **L'engagement Bonn-Fiji des Elus Locaux et Régionaux** « [The Bonn-Fiji Commitment of Local and Regional Leaders to Deliver the Paris Agreement At All Levels](#) » adopté lors du **Sommet des Elus à Bonn** le 12 Novembre 2017.

La journée du 12 septembre 2017 a été spécialement dédiée aux enjeux du continent marquant ainsi son engagement fort face aux défis du changement climatique, mettant un accent particulier sur les questions de migration et développement, de financement de l'adaptation et des défis que doivent relever les villes africaines aujourd'hui et demain. Outre ces plénières thématiques, d'autres sessions ont été organisées en parallèle : sur les coopérations Afrique – Europe, deux Focus - un sur le *Global Covenant of Mayors for Climate and Energy - Sub Saharan Africa* and CES-Med et un sur l'initiative CCFLA – *Cities Climate Finance Leadership Alliance*, ainsi que de nombreux ateliers dont celui du réseau mondial des agences d'urbanisme porté par la FNAU, un sur des bonnes pratiques de coopérations décentralisées, un autre sur la contribution des gouvernements locaux en termes d'adaptation porté par nrg4SD, etc.

A noter enfin que le **1er Forum Union Africaine – Union Européenne des Gouvernements Locaux et Régionaux**, à Abidjan le 27 novembre a permis de présenter les initiatives de mobilisation de la société civile africaine lancée à Agadir, en attendant le renforcement de ces dynamiques africaines lors du Climate Chance Afrique du mois de juin 2018.

Un succès affirmé mais des défis d'organisation à dépasser pour les prochaines éditions

Premier Sommet Climate Chance en dehors du territoire français et co-organisé avec une collectivité territoriale marocaine, cette édition a dépassé l'édition 2016 à plus d'un titre, que ce soit sur le nombre de participants, de sessions, de la qualité de l'accueil, et ce malgré plusieurs difficultés rencontrées en matière d'organisation. Ainsi, l'objectif de **renforcer la marque « Climate Chance »** a été largement atteint.

Comme à Nantes (et à Abidjan actuellement), **la gouvernance spécifique** mise en place pour la préparation du sommet s'est organisée autour de deux instances :

- le **Comité de Pilotage (COFIL)**, instance de décision et de mise en œuvre opérationnelle rassemblant l'Association et la Région Souss Massa. En charge de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'animation du programme, de l'identification et l'invitation des intervenants de haut-niveau et des VIP, de la définition du calendrier préparatoire, de la stratégie de communication, le COFIL s'est réuni à 5 reprises à Agadir.
- le **Comité d'Orient Stratégique du sommet (COS)** qui devait avoir un rôle de propositions sur la structuration du programme et la recherche d'intervenants, a été, dans les faits, plus informatif que stratégique, ce qui nous paraît être un défi pour les éditions à venir. Trois COS, dont un à Rabat, ont permis de définir collectivement les axes thématiques, les différents formats et le programme et d'identifier des intervenants. Le réseau déjà constitué des pilotes des coalitions thématiques, des « *focal points* » des groupes majeurs et des principaux réseaux d'acteurs non étatiques a été enrichi par un réseau d'acteurs marocains (associations nationales, représentations citoyennes du territoire...), en particulier à l'occasion du COS de Rabat.

Malgré le succès de l'évènement, plusieurs difficultés ont été rencontrées et feront l'objet d'une attention spécifique au cours des prochaines éditions. Parmi celles-ci figurent la logistique liée aux inscriptions et au *badging* sur site avec en amont, le dysfonctionnement d'un système trop complexe et rigide. Il faut toutefois ajouter que les mesures de sécurité imposées à la dernière minute par les autorités marocaines ont été un facteur aggravant, même si elles ont aussi permis le déroulement de l'évènement dans des conditions optimales de sécurité.

L'accompagnement de Climate Chance par la Cité des Congrès de Nantes pour la mise en œuvre du volet événementiel a été une plus-value non-négligeable et a permis d'identifier les points de vigilance et les éventuels blocages et d'activer les leviers existants lors des difficultés.

Ces difficultés ne doivent toutefois pas occulter le très haut niveau d'implication de la région de Souss Massa, le caractère très qualitatif des mises en scène, dans les espaces intérieurs comme extérieurs, la réussite des moments conviviaux, en particulier la très belle soirée du mardi soir.

SOMMET DESERTIF' ACTIONS 2017, STRASBOURG

D'a17

Désertif'actions

27-28 juin Strasbourg

Terres & Climat : le temps d'agir !

Les enjeux du développement et notamment de la dégradation des terres et ceux du climat sont intimement liés. Aussi, Climate Chance et l'association **CARI**, en partenariat avec **la ville de Strasbourg et la Convention-Cadre des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification - CCNUDL** ont initié une démarche novatrice et originale : **celle de rassembler en un même lieu les acteurs non-étatiques des deux communautés du climat et du développement dans le cadre d'un sommet commun** avec, en perspective, la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, à commencer par la cible 15.3 d'un monde neutre en matière de dégradation des terres.

Ainsi, inédite par son caractère multi-acteurs, **Désertif'Actions – D'a17** a rassemblé plus de **200 participants** représentant la communauté des acteurs non-étatiques **venus d'une trentaine de pays, en particulier africains**, pour débattre et partager sur les initiatives en matière de gestion durable des terres et du développement des territoires, permettant ainsi d'identifier de nombreux points de convergence



et de synergie possibles, et dessinant une feuille de route des actions à mener sur le terrain, ainsi que les messages politiques à porter lors des rencontres internationales.

Le Sommet D'a17 a permis de rappeler l'importance de **l'approche territoriale, de la mise en mouvement commune des élus locaux, acteurs économiques et associations**. Les résultats reposent sur leur capacité à coopérer, à faire converger leurs compétences, approches et moyens, tout en développant des synergies. D'a17 a donc été une occasion unique de construire et de porter un message pour la prise en compte réelle des questions liées à la dégradation des terres dans les décisions du changement climatique, et du rôle des acteurs non étatiques dans ce contexte¹. Un **Comité de Pilotage (COPIL)** composé de la CCNUDL, CGLU, la Ville de Strasbourg, Climate Chance et le CARI et un **Comité d'Orientation Stratégique (COS)** (organisé avec des moments communs avec le COS d'agadir, ce qui a été l'occasion d'associer plus d'acteurs), ouvert donc à l'ensemble des acteurs non-étatiques avaient été mis en place pour organiser l'évènement et définir les contenus et

¹ Voir le rapport final complet :

http://www.gtdesertification.org/content/download/18000/396043/version/2/file/Da17_Rapport-final-FR.compressed.pdf

la déclaration du sommet mondial. Les sessions se sont fortement inspirées des formats des Sommets Climate Chance.

La **plénière d'ouverture**, rassemblant les acteurs dans leur diversité, a positionné la question des terres au cœur des enjeux du dérèglement climatique et de la dégradation des sols au 21^{ème} siècle. Moment riche grâce aux interactions des panélistes de haut niveau du climat et de la désertification, cette séquence a permis de fixer les enjeux et d'identifier les synergies entre les deux Conventions en posant les bases de la préparation des prochaines Conférence des Parties COP13 de la CCNULD et de la COP23 de la CCNUCC.



La seconde séquence sous forme de **Dialogue de Haut-Niveau** a permis un échange avec une sélection de représentants des Groupes Majeurs et des Organisations de la Société Civile, en traitant des dynamiques des acteurs non-étatiques sur la dégradation des terres et la désertification.

Climate Chance a co-construit le programme autour des bonnes pratiques des acteurs au travers de **douze ateliers, avec la présentation, en présence de leurs porteurs, de très nombreuses initiatives africaines.**



La **plénière de clôture** a dressé un triple constat : (i) il existe un engagement fort des populations locales à être plus résilientes et les solutions qui existent doivent être accompagnées, (ii) la collaboration entre acteurs doit être repensée pour renforcer la confiance entre eux et (iii) l'engagement et la mobilisation concrète des gouvernements locaux et des acteurs non-étatiques est bien au cœur de l'action collective. Sur la base de ces constats, les participants ont adopté à l'unanimité la **Déclaration de Strasbourg** « [La réduction de la dégradation des terres et la restauration des terres dégradées doivent devenir une priorité de la communauté internationale](#) » réaffirmant leur détermination à placer les terres au centre des actions locales et des agendas internationaux.

Déclaration de Strasbourg « La réduction de la dégradation des terres et la restauration des terres dégradées doivent devenir une priorité de la communauté internationale »

La Déclaration a reçu le soutien de **47 structures ou réseaux** dont : CGLU, FMDV, World Association of the Major Metropolises, GPS-Dev, AFPAT – Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad, Voûte Nubienne, Enda Energy, WECF, la Fondation France Libertés, Urbanistes sans Frontières.

Elle propose plusieurs solutions concrètes :

- Doter les élus, en particulier au Sud, d'outils de planification et de maîtrise foncière,
- Rendre leur financement une priorité de la communauté internationale,
- Soutenir le développement des coopérations décentralisées dans le domaine de la restauration des terres, en insistant sur l'importance de la mutualisation des expériences, de l'échange de bonnes pratiques et de la diffusion des enseignements,
- Encourager les acteurs territoriaux à se doter de plans alimentaires territoriaux renforçant leur autonomie et leur souveraineté.

Son portage par le Maire de Strasbourg, M. Roland Ries, lors de **la COP13 de la Convention Désertification (CCNULD)** en Chine en septembre en a élargi la portée : **c'était la première fois qu'une déclaration commune de différents acteurs non-étatiques étaient présentée dans le cadre de ce processus onusien.**



Communication et retombées presse

Deux temps avec la presse ont été organisés : un petit-déjeuner de presse le 13 avril au Sénat en présence de Boubacar Cissé de l'Unité de Coordination de la Région Afrique au Secrétariat de la CCNULD, de Patrice Burger Président du CARI et de Ronan Dantec a lancé officiellement le sommet D'a17. Une seconde conférence de presse s'est tenue dans le cadre de **Resilient Cities**, à Bonn le 6 mai, en présence de Monique Barbut, Secrétaire Exécutive de la CCNULD, Roland Ries, Maire de Strasbourg et Ronan Dantec.



Les [communiqués de presse de lancement](#) et [du Sommet](#) ont été largement diffusés au sein des réseaux presse spécialisés français et internationaux . Enfin, quelques retombées presse ont eu lieu après le sommet à travers Médiaterre, l'Association de Presse des Journalistes agricoles et la rubrique en ligne « C'est pas du vent » de RFI.

SOMMET ECO CITY, MELBOURNE

*Développement de la démarche Climate Chance en Océanie*

Le Sommet mondial EcoCity est un temps collectif de construction d'une culture commune entre tous les acteurs de la ville durable. Climate Chance a naturellement répondu positivement à la demande des organisateurs pour contribuer activement à l'organisation des événements « climat » du sommet qui a attiré environ **1 000 participants** autour **d'une centaine de sessions**. L'Association a ainsi **co-organisé la plénière d'ouverture** « *Les villes et la société civile accélèrent l'action contre les changements climatiques* », selon notre approche multi-acteurs, « marque de fabrique » de l'association.

Au cours de cette plénière, Climate Chance a eu l'occasion d'explorer les actions clés que les acteurs non-étatiques de l'Océanie mettent en place afin d'accélérer les progrès sur les questions climatiques, d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et de générer des progrès rapides dans la création de villes et sociétés résilientes avec une empreinte carbone neutre. La session a rassemblé un panel d'acteurs représentant la diversité dans la région Océanie : **Yogesh Punja**, Haut-commissaire représentant la présidence fidjienne de la COP23, **Ian Hunter**, Ministre des changements climatiques du Gouvernement de l'Australie Méridionale et également Directeur de ICLEI Océanie, **Johanna Partin** Directrice de l'Alliance des Villes Neutres en Carbone, **Victoria McKenzie-McHarg** de Climate Action Network Australie représentant les ONG environnementales, **Peter Glynn** de l'International Chamber of Commerce, Environment and Energy Commission, représentant le secteur privé (ICC), **Rueben Berg**, représentant de la communauté indigène (Indigenous Architecture and Design, Victoria) et **Amelia Telford**, Co-directrice de la Seed Indigenous Youth Climate Network.

Nous avons été étroitement associés aux temps forts du sommet, notre présence a été saluée par **Al Gore**, conférencier vedette de l'évènement, lors de son intervention. Ronan Dantec a ainsi été un des intervenants du dialogue de Haut niveau organisé avec l'ancien Vice-Président des Etats-Unis. Par ailleurs, Climate Chance a coorganisé et apporté son expertise, sollicitant certaines des coalitions thématiques, dans le cadre de plusieurs sessions :



- **L'accès au financement pour les acteurs non-étatiques**, avec le soutien de la Convention Mondiale des Maires pour le climat et l'énergie, session à laquelle ont participé, parmi d'autres, le C40, ICLEI, la Convention Mondiale des Maires pour le climat et l'énergie.
- **Les Bâtiments et constructions durables**, avec le support de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction (GABC), du Green Building Council d'Australie, du Sustainable

Development Solutions Network, de l'UNEP, de l'US Green Building, de Climate Works Australie et de Zenata Ecocity, Maroc.

- **Les Transports urbains durables**, avec Yarra Trams, Keolis, l'Autorité des transports français, l'Université de Melbourne et le Gouvernement de l'Etat du Victoria.
- **Planifier et construire de nouvelles Eco-villes**, avec la présentation de la nouvelle Eco-cité Zenata, au Maroc.

ONE PLANET SUMMIT, PARIS



Un 1er travail de plaidoyer thématique collectif réussi

Centré sur les enjeux de mobilisation financière publique et privée, *One Planet Summit*, co-organisé par la France le 12 décembre 2017, les Nations-Unies et le Groupe Banque Mondiale, a été une nouvelle opportunité pour les acteurs non-étatiques du climat rassemblés autour de la dynamique Climate Chance de se réunir afin de consolider et adopter leurs **13 priorités d'action pour renforcer l'accès aux financements**, centrées autour de 3 chapitres principaux : la création d'un environnement favorable, la priorisation des acteurs et des domaines d'intervention et l'évaluation de la mobilisation financière.

Le 10 décembre, en amont du sommet, un side-event labellisé "One Planet Summit" sur le renforcement de l'accès aux financements a été organisé dans les locaux de l'association en vue de finaliser des propositions concrètes pour des investissements efficaces permettant de renforcer l'action dans le long terme.

Ce travail collectif est issu des travaux de la Coalition Financement depuis 2016. Les propositions portées par Climate Chance sont ainsi explicitement citées dans la feuille de route de Marrakech pour un cadre d'action mondial vers la localisation de la finance climat, adoptée lors du sommet des élus locaux et régionaux lors de la COP22, et la déclaration adoptée lors du Conseil mondial de CGLU le 9 décembre 2017 à Hangzhou a aussi fait référence à ces 13 propositions. Soumises à l'ensemble des **200 organisations** rassemblées au sein du Comité d'Orientation Stratégique de Climate Chance, ces propositions constituent donc aujourd'hui **le seul consensus** travaillé aussi largement par les acteurs non-étatiques mondiaux en matière d'accès aux financements climat. Le document a été diffusé auprès de l'Elysée, des 196 délégations nationales de la CCNUCC et à près de 200 organismes financiers et bailleurs internationaux.



Un déjeuner de presse s'est tenu le 11 décembre en présence d'une dizaine de journalistes et un communiqué a été largement diffusé au sein des réseaux presse français et internationaux de l'association, ce qui a engendré des retombées presse : un article spécifique dans Actu-environnement et la Gazette des Communes, citation dans 3 dépêches AFP, Public Sénat et le journal italien Avvenir citant Climate Chance.



Ces 13 priorités ont été portées en table-ronde du One Planet Summit par Célestine Ketcha Courtès - Maire de Bangangté au Cameroun, Présidente du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFELA) membre de CGLU, au cours de l'une des tables-rondes du matin.

PARTIE II - DYNAMISER LE DIALOGUE MULTI-ACTEURS À TRAVERS LE SOUTIEN AUX COALITIONS THÉMATIQUES.

UNE MOBILISATION DYNAMISÉE PAR UNE OFFRE ÉVÉNEMENTIELLE VARIEE

L'association a associé étroitement les coalitions à tous les événements qu'elle a organisés et cherché à les mettre en scène.

Concernant les forums organisés au cours du Sommet d'Agadir, l'association a joué son rôle d'appui en proposant **une note de cadrage** définissant le livrable attendu, suite aux échanges intervenus lors des COS. Malgré tout, certains forums se sont davantage transformés en ateliers et en succession de témoignages sans jouer le rôle attendu : faire le point des travaux réalisés dans le cadre des feuilles de route adoptées à Nantes, proposer des initiatives communes pour renforcer l'action. Afin que ces feuilles de route contribuent au nécessaire dialogue partenarial entre les gouvernements et la société civile pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, une **réunion méthodologique** a été

organisée pour la première fois à Agadir. Ainsi, la **Coalition Transport pilotée par PPMC/SLoCat** dont la feuille de route est particulièrement aboutie et inscrite dans le processus agenda de l'Action/COP - constituant à cet égard une démarche exemplaire en termes de méthode et de crédibilité, a fait un premier exercice de transmission auprès



des coalitions présentes. Elle a pu présenter une structure avec des objectifs et des propositions opérationnelles ainsi que des modalités et un calendrier d'actions. Cette réunion a permis par la même occasion de répondre au besoin exprimé par les acteurs d'avoir **plus d'interactions** entre les coalitions.

LES COALITIONS CLIMATE CHANCE, ACTRICES DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS ET DU MP-GCA

Au moment où l'agenda international insiste sur l'importance de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les coalitions sont des leviers pour une implication accrue. C'est d'ailleurs à ce titre que l'association a fait un effort de **rapprochement des coalitions lancées à Lyon et de leur travail, par rapport à l'Agenda de l'Action (MP-GCA)**, même si l'exercice s'est révélé parfois difficile à appréhender car ce dispositif s'avère diffus et complexe. Cet effort s'est traduit par :

- La participation active à **la réunion MP-GCA à Rabat** le 22 février qui dressait un premier bilan collectif de la COP22 et partageait les priorités 2017. Organisé par les HLCC et les présidences COP22 et COP23 avec les représentants des *Constituencies* de la CCNUCC ;
- La facilitation d'un **exercice collectif** sur la définition des messages et priorités à adresser auprès des *High level Climate Champions* (HLCC) en termes d'organisation, de fonctionnement, de structuration et de gouvernance du MP-GCA et sur l'articulation avec toutes les parties-prenantes et autres instances du dispositif de la CCNUCC, en amont de la réunion **« Strategy and Planning meeting » du MP-GCA à Londres les 12 et 13 avril**. Cet exercice a donné lieu à la construction d'une **note de positionnement signée par 8 coalitions** Climate Chance. Exercice unique ce texte n'a finalement pas été diffusé, Climate Chance n'ayant pas été invité en tant que tel à la réunion de Londres...
- L'organisation du **DHN sur le MP-GCA** organisé pendant le sommet d'Agadir, première interaction entre coalitions du GCA et coalitions thématiques de Climate Chance. Ce DHN visait à définir les synergies d'action possibles pour ces deux communautés d'acteurs et d'initiatives. **A l'inverse de Londres, une séquence de travail commune a eu lieu à Agadir, dans le cadre du deuxième Forum des Alliances et coalitions du MP-GCA, qui a suivi la fin du sommet les 13 et 14 septembre**. La tenue de cette réunion à Agadir a témoigné de la volonté claire de la part de la Championne marocaine de **renforcer les synergies et de rassembler l'ensemble des coalitions** et a abouti à plusieurs consensus sur les défis à relever : (i) le besoin d'une véritable plateforme d'échange entre les coalitions du GCA, (ii) la recherche de cohérence entre les coalitions du GCA et celles de Climate Chance, (iii) la recherche d'une meilleure coordination d'ensemble.

Malgré ces avancées nettes, et la transmission de la liste de pilotes et copilotes à l'équipe de MP-GCA, force est de constater que la circulation de l'information de la part de l'équipe du MP-GCA manque encore de fluidité. Ceci limite la capacité de certaines de « nos coalitions » à **s'insérer dans l'agenda du MP-GCA**. Nous n'avons de nouveau pas été invité à la réunion de Lisbonne de mars 2018...

De manière plus générale, pour plusieurs raisons -et notamment celle des moyens humains et financiers pour encadrer-, la dynamique des coalitions créée depuis quelques années reste complexe et peut sembler s'essouffler. Pour preuve la participation très hétérogène et le peu de résultats des journées thématiques du MP-GCA lors de la COP23 à Bonn. Cet essoufflement se répercute du côté des coalitions thématiques Climate Chance, l'absence de cadre clair pour le plaidoyer étant mis en regard du temps nécessaire à leur animation. L'évolution et l'impact du rapport annuel sur les avancées des coalitions, le premier « Year book » ayant été publié en novembre 2017 sera aussi un élément à suivre.

Le travail effectué autour d'une meilleure définition des coalitions que nous fédérons (outils et sectorielles) et d'une **Charte de partenariat** a permis un premier exercice de définition du cadre de fonctionnement et d'action des coalitions, ainsi que les engagements réciproques. La question de **la structuration, de l'accompagnement et de l'interactivité** des coalitions est toujours au cœur des priorités de notre feuille de route pour 2018, et a fait déjà l'objet de deux discussions en COS.

Soulignons néanmoins que tout le travail de réflexion effectué par les coalitions n'est pas vain ; par exemple, les 13 priorités pour les financements présentées au moment du One Planet Summit reprennent des propositions venant des coalitions « Financements », « Emploi », « planification territoriale », « coopération décentralisée », etc. Nous avons aussi soutenu ou créé des coalitions « outils », lesquelles, à côté des coalitions sectorielles (Transport, Energie...) qui sont au cœur du MP-GCA, ont un rôle spécifique à jouer pour contribuer à la création d'un environnement propice pour l'action. La coalition sur la gouvernance multi-niveaux nous semble un bon exemple de l'intérêt de ces coalitions « outils » et nous poursuivons notre étroite coopération avec le Comité 21 et le CESE européen, comme le souligne notamment l'évènement du 23 avril 2018 à Bruxelles.

PARTIE III

- L'OBSERVATOIRE DE L'ACTION CLIMATIQUE NON-ÉTATIQUE ET PORTAIL DE L'ACTION

*Le lancement prometteur
d'un projet ambitieux*

L'OBSERVATOIRE DE L'ACTION NON-ÉTATIQUE SUR LE CLIMAT

2017, une année pour se structurer et affiner la méthodologie

L'Association Climate Chance a décidé de mettre en place en 2017 un Observatoire pour étudier l'évolution de l'action climatique globale portée par les acteurs non-étatiques et leurs conditions de mise en œuvre. Il s'agit également d'évaluer leur influence au regard des contributions nationales proposées par les Etats Parties à l'Accord de Paris, de comprendre leur articulation et de déterminer leur potentiel et les difficultés de leur développement. L'Observatoire Climate Chance vise à contribuer à crédibiliser un scénario d'atteinte de l'objectif de l'Accord de Paris, en identifiant le potentiel de réduction des émissions des acteurs non-étatiques, incluant l'identification des freins et des leviers d'actions.

L'Observatoire cherche donc d'abord à jouer un rôle de « méta-rapportage » et de « méta-analyse », en compilant les résultats quantitatifs et qualitatifs évalués par ailleurs. Il participera ainsi aussi à identifier les lacunes existantes en matière de connaissance et d'évaluation de l'action non-étatique sur le climat. Il présentera chaque année un panorama de l'état de l'action et un focus sur des évolutions remarquables enregistrées d'une année sur l'autre, à travers l'analyse approfondie d'une cinquantaine de situations sectorielles (à un échelon généralement national).

En 2017, l'action de l'Observatoire a essentiellement consisté en la structuration de son schéma de gouvernance et aux travaux préliminaires sur la méthodologie du rapport annuel de l'action.

L'équipe de l'Observatoire, qui sera, à terme, constituée d'un-e Responsable, d'un-e assistant-e de recherche et d'expert-e-s sectoriels, s'appuiera sur les deux instances de gouvernance suivantes :

- Un **Comité de Pilotage** qui a été mis en place et est en charge des orientations, de la validation de la méthodologie de recherche et de l'établissement d'une feuille de route pour la première publication en 2018. Il rassemble les membres de l'association, pilotes et copilotes de coalitions sectorielles, les partenaires financiers de l'observatoire ainsi que d'autres personnes ressources. Trois COPIL se sont tenus en 2017 pour préciser le concept de l'observatoire, sa démarche et sa position dans le panorama et l'agenda international des acteurs climat.
- Un **Comité Scientifique** sera quant à lui en charge de la relecture et la validation des pré-conclusions du rapport. Ce comité sera mis en place pour la publication du premier rapport, sur le second semestre 2018.

Les travaux préliminaires sur la méthodologie du rapport annuel de l'action ont conduit en 2017 aux avancées suivantes :

- **L'établissement d'une grille d'identification des sources** : La construction de la base de données des sources alimentant notamment le premier chapitre du méta-rapport est essentielle. Une première mission d'étude, menée à l'été 2017, a permis d'identifier plus de 80 rapports socles, généraux et sectoriels permettant d'alimenter le rapport annuel, démontrant ainsi que les données quantitatives et les rapports sectoriels existaient en grand nombre et que l'enjeu en était bien la synthèse, ce qui était notre intuition initiale. Cette liste de rapports « supports » a depuis été complétée.
- **La définition des axes du chapitre dédié aux financements climat** : ce chapitre sera délégué à I4CE. Une première note a été produite par I4CE et mise en circulation pour remarques et compléments au sein du COPIL et de la Coalition Financements.
- L'organisation d'un **Dialogue de Haut Niveau dédié à l'Observatoire** lors du Sommet d'Agadir a été l'occasion d'un exercice collectif participatif mettant au débat les premiers travaux et la méthodologie à retenir. Les participants ont répondu à 4 questions relatives aux sources et rapports disponibles, à l'identification de données manquantes pour compléter ces stratégies, aux propositions pour compléter la grille d'identification des sources et aux actions climats innovantes qui pourraient nourrir le rapport 2018. Cet atelier a mis en avant la grande disparité des informations disponibles selon les secteurs et plusieurs enjeux ont également été soulignés : l'équilibre entre technicité et vulgarisation pour garantir son accessibilité, l'articulation de l'observatoire dans les processus de négociations sans pour autant perdre son indépendance.

2017 a donc été **l'année de la fondation des piliers principaux** de l'observatoire, laissant une feuille de route pour 2018 particulièrement conséquente. Il est prévu tout au long des événements-dés de l'agenda climat international d'en présenter les avancées et de publier régulièrement des fiches thématiques. Sa présentation officielle, en amont de la COP24, fera l'objet d'un événement dédié.

LE PORTAIL DE L'ACTION CLIMAT NON-ETATIQUE

Une vitrine en construction

Concernant la communication, l'année 2017 aura d'abord été l'année de... la multiplication des sites Internet ! Au site du sommet de Nantes et au site de l'association s'est en effet rajouté le site du sommet d'Agadir. Une multiplication peu lisible et qu'il convient de rationaliser en 2018.

Le site internet de l'Association Climate Chance a vocation à devenir le site unique, pour l'actualité de l'association, des coalitions, les rapports publiés par l'observatoire, le support d'inscription pour nos événements...

Ce site doit aussi participer à la diffusion et à l'accompagnement des bonnes pratiques et initiatives développées par les acteurs non-étatiques. Le portail de l'action climatique non-étatique, au cœur de la démarche de l'association, jouera donc un rôle-clé dans :

- La diffusion d'informations : bilingue français-anglais, le site Internet aura vocation à centraliser un grand nombre d'informations utiles aux acteurs non-étatiques dans une rubrique « Ressources » (documents de la CCNUCC, rapports, actualités, etc.). Constatant le manque d'informations en français sur le climat (le site d'actualité en français de la CCNUCC vient de fermer pour cause de restrictions budgétaires par exemple), l'association portera une attention particulière au relais d'informations en français, et pourra aller jusqu'à traduire certains documents uniquement disponibles en anglais.
- La mise en avant de bonnes pratiques : grâce aux 2 sommets mondiaux, plus de 600 actions venant de 80 pays, qui ont répondues aux appels à projet précédant chaque sommet, seront déjà présentées. Les appels à contributions suivants permettront d'enregistrer par la suite de nouvelles bonnes pratiques via un système à double entrée cartographique et thématique.
- L'amélioration de la visibilité des coalitions : chaque coalition disposera d'un espace dédié modulable selon son niveau d'avancement et sera accompagnée par l'association dans l'expression de ses besoins.

L'arrivée en fin d'année de l'équipe de communication a permis de lancer la réflexion stratégique sur ce chantier et de définir son plan d'action, pour une mise en ligne du nouveau site en mai 2017.

PARTIE IV – RAPPORT FINANCIER

Le budget de l'Association a atteint en 2017 495 810€, en nette augmentation par rapport à notre année de démarrage en 2016. Grâce au soutien de nombreux partenaires privés et publics, 2017 a été une année de montée en puissance de l'association. Le plus gros poste d'emplois a été l'organisation du sommet d'Agadir, en grande partie co-financé par le Conseil régional de Souss Massa.

Après affectation d'une partie du résultat aux fonds dédiés par activité pour un montant total de 91 800€, l'Association est excédentaire pour son exercice comptable 2017, avec un résultat qui s'élève à 22 080 €.

EMPLOIS	2017	%
Fonctionnement et recherche de fonds	92 035	19%
Missions sociales	381 960	81%
<i>Observatoire</i>	<i>62 433</i>	<i>13%</i>
<i>Programmes et coalitions</i>	<i>49 000</i>	<i>10%</i>
<i>Sommet mondial</i>	<i>227 170</i>	<i>48%</i>
<i>Portail de l'action climatique</i>	<i>12 800</i>	<i>3%</i>
<i>Plaidoyer</i>	<i>30 557</i>	<i>6%</i>
Excédent de ressources de l'exercice	22 081	5%
TOTAL EMPLOIS EN €	473 995	
TOTAL EMPLOIS EFFECTIFS EN € (hors excédent, provisions, engagement à réaliser)	360 114	76%

RESSOURCES	2017	%
Subventions publiques	326 527	66%
Subventions privées	105 433	21%
Autres produits	64 116	13%
<i>Report des ressources non réalisées 2016</i>	<i>62 000</i>	
<i>Autres produits d'activités</i>	<i>2 116</i>	
TOTAL RESSOURCES EN €	496 076	

Les subventions publiques représentent en 2017 l'essentiel des ressources de l'Association, avec près de la moitié issue du Conseil Régional Souss Massa. L'AFD, l'ADEME, le Ministère de la transition écologique et solidaire et le Ministère des Affaires étrangères et européennes nous accompagnent également depuis 2017.

Nos partenaires privés ont continué de nous soutenir en 2017 : SNCF, Engie, Suez, Veolia, Fondation Michelin, Fondation Schneide-Electric, la Caisse des Dépôts et Consignations. Le CARI a contribué au financement de notre action à ses côtés à l'occasion du Sommet D'a17.

Nous tenons à saluer l'engagement et la confiance de nos 13 partenaires financiers, sans lesquels nos actions ne pourraient être menées. Néanmoins, le renforcement de la capacité financière de l'Association reste un enjeu stratégique majeur pour 2018, de façon à assurer la pérennité de son projet associatif.

ANNEXE

LISTE DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nom	Statut CA
Jean Jouzel	Président d'Honneur
Ronan Dantec	Président
Bernard Soulage	Secrétaire général
Vanessa Laubin	Trésorière
Anne Barre Bureau	Vice-Présidente
Dominique Héron	Vice-Président
Hélène Valade	Vice Présidente
Luc Gnacadja	Vice-Président
Pierre Ducret	Vice-Président
Vaia Tuuhia	Vice Présidente
Annabelle Jaeger	Administratrice
Claire Roumet	Administratrice
Françoise Coutant	Administrateur
Frédéric Vallier	Administrateur
Géraldine Tardivel	Administratrice
Mame Bousso Faye	Administratrice
Patrick Oliva	Administrateur
Pierre Victoria	Administrateur
Thierry Dedieu	Administrateur
Anabella Rosemberg	
André Sobczak	
Anne Chassagnette	
Anne Odic	
Antoine Sire	
Bettina Laville	
Brahim Hafidi	
Brigitte Barriol	
Bruno Léchevin	
Carole Diechbourg	
Catherine Paquette	
Celia Blauel	
Denis Dangaix	
Gilles Vermot Desroches	
Hakima El Haite	
Hindou Oumarou	
Jean-Pierre Elong Mbassi	
Maryse Gautier	
Matthieu Wemaëre	
Mireille Ferri	
Morgane Creach	
Nathalie Le Denmat	
Nicolas Bériot	
Tosi Mpanu Mpanu	
Wael Hmaidan	
Yves-Laurent Sapoval	